

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
PO Box 1408, Room 100
167 Lombard Ave.
Winnipeg
Manitoba
R3C 2Z1
Bid Fax: (204) 983-0338**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)
Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada - Western
Region
PO Box 1408, Room 100
167 Lombard Ave.
Winnipeg
Manitoba
R3C 2Z1

Title - Sujet Engine - Repair & Overhaul	
Solicitation No. - N° de l'invitation W7006-12RO26/A	Date 2012-06-14
Client Reference No. - N° de référence du client W7006-12RO26	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$WPG-202-8094
File No. - N° de dossier WPG-1-34225 (202)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-07-25	Time Zone Fuseau horaire Central Standard Time CST
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Fagan, Mike	Buyer Id - Id de l'acheteur wpg014
Telephone No. - N° de téléphone (204)983-6103 ()	FAX No. - N° de FAX (204)983-7796
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE 402 SQUADRON 715 WIHURI ROAD WINNIPEG MANITOBA R3J 3Y5 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée de l'offre à commandes
4. Responsables
5. Utilisateurs désignés
6. Instrument de commande
7. Limite des commandes subséquentes
8. Limitation financière
9. Ordre de priorité des documents
10. Attestations
11. Lois applicables

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Assurances
7. Clauses du guide des CCUA
8. Instructions d'expédition (MDN) - entrepreneur établi au Canada
9. Instructions d'expédition (MDN) - entrepreneur établi à l'étranger

Liste des annexes:

Annexe A	Énoncé technique des travaux
Annexe B	Énoncé des travaux de logistique
Annexe C	Liste des articles réparables
Annexe D	Base de paiement
Annexe E	Exigences en matière d'assurance
Annexe F	Grille de conformité- critères d'évaluation des soumissions
Annexe G	Formulaire de rapport d'usage périodique

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- Partie 1: Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 : Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
- Partie 3 : Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
- Partie 4: Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 : Attestations: comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 : 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent:
- Partie 6A : contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;
- Partie 6B : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent l'énoncé technique des travaux, l'énoncé des travaux de logistique, la liste des articles réparables, la base de paiement, les exigences en matière d'assurance, les critères d'évaluation des soumissions et le formulaire de rapport d'usage périodique.

2. Sommaire

- (i) Le ministère de la Défense nationale émet une offre à commandes individuelle et régionale pour des services de réparation, de révision et/ou d'inspection de la partie chaude et de modification ainsi que des services de soutien concernant ses moteurs CT142 et PW120A, leurs composants et l'équipement connexe au fur et à mesure des besoins.
- (ii) Le 402e Escadron du ministère de la Défense nationale situé à Winnipeg (Manitoba) sera en mesure d'utiliser la présente offre à commandes.
- (iii) La période de validité de l'offre à commandes sera de trois (3) ans, avec option de prolongation pour deux (2) périodes supplémentaires d'un (1) an chacune.
- (iv) Il n'y a aucune exigence en matière de sécurité liée à la présente offre à commandes.

- (v) Le besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre échange nord américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

3. Compte rendu

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande d'offre à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commande dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception de l'avis les informant que leur offre n'a pas été retenue. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2012-03-02) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : ninety (90) jours

1.1 Programme des marchandises contrôlées

1. Étant donné que le contrat subséquent nécessitera la production de marchandises contrôlées ou l'accès à des marchandises contrôlées qui sont visées par la Loi sur la production de défense, L.R., 1985, ch. D-1, les soumissionnaires sont avisés que, au Canada, seules les personnes inscrites, exemptées ou exclues en vertu du Programme des marchandises contrôlées (PMC) sont légalement autorisées à examiner, à posséder ou à transférer des marchandises contrôlées. On trouvera des précisions sur la façon de s'inscrire au PMC à l'adresse <http://www.cgp.gc.ca> et l'inscription se fait comme suit :

- (a) Lorsque la demande de soumissions comporte des informations relatives aux marchandises contrôlées ou à de la technologie connexe, le soumissionnaire doit être inscrit ou exempté ou exclu en vertu du PMC avant de pouvoir recevoir la demande de soumissions. Les demandes visant à obtenir des dossiers de documents techniques ou des spécifications liés aux marchandises contrôlées doivent être adressées par écrit à l'autorité contractante désignée dans la demande de soumissions et doivent comprendre le numéro d'inscription au PMC ou une preuve écrite de l'exemption ou de l'exclusion du soumissionnaire et de toute autre personne à laquelle celui-ci donnera accès aux marchandises contrôlées.
- (b) Lorsque la demande de soumissions ne comporte aucune information relative aux marchandises contrôlées ou à de la technologie connexe, mais que le contrat subséquent

nécessite la production de marchandises contrôlées ou l'accès à des marchandises contrôlées, le soumissionnaire retenu et tout sous-traitant qui produiront des marchandises contrôlées ou qui y auront accès doivent être inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC avant d'examiner, de posséder ou de transférer des marchandises contrôlées.

- (c) Lorsque le soumissionnaire retenu et tout sous-traitant proposé pour l'examen, la possession ou le transfert de marchandises contrôlées ne sont pas inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC au moment de l'attribution du contrat, le soumissionnaire retenu et tout sous-traitant devront, dans les sept (7) jours ouvrables suivant la réception d'un avis écrit d'attribution du contrat, soumettre la ou les demandes d'inscription ou d'exemption requises au PMC. Aucun examen, possession ou transfert de marchandises contrôlées ne devra être effectué avant que le soumissionnaire retenu ait prouvé, à la satisfaction de l'autorité contractante, que le soumissionnaire retenu et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC.

Si le soumissionnaire retenu ne prouve pas, à la satisfaction de l'autorité contractante, que le soumissionnaire retenu et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC dans les trente (30) jours suivant la réception d'un avis écrit d'attribution du contrat, il sera en défaut d'exécution du contrat subséquent, sauf si le Canada est responsable de cette situation à cause d'un retard dans le traitement de la demande.

2. Les soumissionnaires sont avisés que tous les renseignements figurant sur le formulaire de demande d'inscription (ou d'exemption) seront vérifiés et que les erreurs ou les inexactitudes pourront causer d'importants retards et/ou entraîner le refus de l'inscription ou de l'exemption.

1.2 Clauses du guide des CUA

ID	Title	Date
M0019T	Prix et(ou) taux fermes	2007-05-25
M1004T	Matériel	2011-05-16

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins five (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans

ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur **au Manitoba** et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (2 copies papier)

Section II : offre financière (1 copies papier)

Section III: attestations (1 copies papier)

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les offrants à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux. L'offre technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe « E », Base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

- (a) Possibilité d'effectuer toute la portée du travail décrit dans l'annexe A et l'annexe B.
- (b) Achèvement de la matrice de conformité à l'annexe F. L'achèvement est défini comme une indication de conformité à chacun des critères obligatoires. Les offrants doivent indiquer si elles répondent (Oui) ou non répondre (n °) le cahier des charges.

1.2 Évaluation financière

Voir l'annexe « D », Base de paiement, évaluation financière.

1.2.1 Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une disposition en ce sens sera déclarée non recevable.

2. Méthode de sélection - critères techniques obligatoires seulement

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

pPARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

1. Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes

Les attestations énumérés ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non Recevable.

1.1. Programme de contrats fédéraux - attestation

Programme de contrats fédéraux - 200 000 \$ ou plus

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'émission d'une offre à commandes. Si l'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'émission de l'offre à commandes.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non conformité ou ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif de moins de 100 employés. Toute offre présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une offre présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si l'offrant n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDC.

3. L'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

L'offrant ou le membre de la coentreprise :

- (a) ☐ n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel, ou des employés temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- (b) ☐ n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- (c) ☐ est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de plus de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel, ou des employés temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus. Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;
- (d) ☐ est assujetti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC).

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.
<http://www.hrsdc.gc.ca/en/labour/equality/fcp/index.shtml>.

1.2 Attestation pour ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période de paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, dans le contexte de la formule de réduction des honoraires, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension dans la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services

de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini ci-dessus?

OUI () NON ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

Programme de réduction des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? **OUI () NON ()**

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de la cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

Attestation

En déposant une offre, l'offrant atteste que l'information fournie par l'offrant pour répondre aux exigences ci-dessus est exacte et complète.

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

2005 (2012-03-02), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

2.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre les achats payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « C ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres:

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les quinze (15) jours civils suivant la fin de la période de référence.

3. Durée de l'offre à commandes

3.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du à partir de la date d'attribution de l'offre à commandes pendant une période de trois (3) ans.

3.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) périodes supplémentaires d'un (1) an, aux mêmes conditions et aux

taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente(30) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

4. Responsables

4.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est:

Tammy Kozak
Supply Specialist
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
167, av. Lombard, pièce 100, Winnipeg (MB) R3C 2Z1

Téléphone: 204-984-8825
Télécopieur: 204-983-7796
Courriel: tammy.kozak@tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

4.2 Autorité technique (AT)

L'autorité technique pour l'offre à commandes est : **TBD**

L'autorité technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

4.3 Responsable de la demande (RD)

Le responsable de la demande pour l'offre à commandes est : **TBD**

Le responsable de la demande représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable du contrôle des approvisionnements et de la gestion des contrats visant les travaux dans le cadre du contrat subséquent.

4.4 Offrant Contact technique

Nom:	_____	Titre:	_____
Téléphone:	_____	Télécopieur:	_____
Courriel:	_____		

4.5 Contact initiateur logistique

Nom: _____ Titre: _____

Téléphone: _____ Télécopieur: _____

E-mail: _____

5. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : **Le ministère de la Défense nationale - 402e Escadron, 17e Escadre, Winnipeg (Manitoba).**

6. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes ou un document électronique.

7. Limite des commandes subséquentes

Individuelles subséquentes traitées par le MDN contre l'offre à commandes ne doit pas dépasser \$ 400,000.00 (Goods and Services Tax ou taxe de vente harmonisée incluse).

Individuelles subséquentes dépassant 400,000.00 \$ (TPS incluse) doit être contractée par l'autorité contractante de TPSGC.

8. Limitation financière

8.1 Limitation financière - totale

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de **TBD** \$, (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 3 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

9. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- (a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- (b) les articles de l'offre à commandes;

-
- (c) les conditions générales 2005 (2012-03-02), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
 - (d) les conditions générales 2010A (2012-03-02), Conditions générales - biens (complexité moyenne);
 - (e) Annexe A, Énoncé des travaux techniques;
 - (f) Annexe B, Énoncé des travaux de logistique;
 - (f) Annexe D, Base de paiement;
 - (j) Annexe E, Exigences en matière d'assurance;
 - (k) Annexe F, Critères d'évaluation des soumissions;
 - (g) l'offre de l'offrant en date du _____.

10. Attestations

10.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

10.2 Clauses du guide des CCUA

ID	Titre	Date
M3021T	Études et expérience	2007-05-25
M3800C	Estimation de coût	2006-08-15

11. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur au **Manitoba** et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010A (2012-03-02) Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Section 16 (2008-12-12) Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010A (2011-05-16), Conditions générales - Complexité moyenne - Ne s'appliquent pas aux paiements effectués par cartes de crédit au point de vente.

3. Durée du contrat

3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Paiement

4.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un(des) prix unitaire(s) ferme(s), précisé(s) dans l'annexe « D », Base De Paiement. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

4.2 Limite de prix

Clause du guide des CCUA C6000C (2007-05-25), Limite de prix

4.3 Méthode de paiement

Clause du guide des CCUA H1001C (2008-05-12), Paiements multiples

4.4 Clauses du guide des CCUA

ID	Titre	Date
C2000C	Taxes - entrepreneur établi à l'étranger	2007-11-30

4.5 Paiement par carte de crédit

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

5. Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

6. Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe E. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7. Clauses du guide des CCUA

ID	Titre	Date
A3015C	Attestations	2008-12-12
A9006C	Contrat de défense	2008-05-12
A9131C	Programme des marchandises contrôlées	2008-12-12
A9062C	Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes	2010-01-11
B4064C	Sécurité des vols	2008-05-12
B7500C	Marchandises excédentaires	2006-06-16
C0705C	Vérification discrétionnaire des comptes	2010-01-11
C2608C	Documentation des douanes canadiennes	2010-01-11
D5328C	Inspection et acceptation	2007-11-30
D5510C	Autorité de l'assurance de la qualité (MDN) - entrepreneur établi au Canada	2010-01-11
D5515C	Autorité de l'assurance de la qualité (MDN) - entrepreneur établi à l'étranger et aux	2010-01-11
D5540C	ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ Q)	2010-01-11
D5580C	Inspection des avions civils (CAQ J)	2007-11-30

8. Instructions d'expédition (MDN) - entrepreneur établi au Canada

1. La livraison doit s'effectuer FCA franco transporteur l'établissement de L'entrepreneur selon les Incoterms 2000. L'entrepreneur doit charger les biens dans les véhicules de l'entreprise de transport désigné par le ministère de la Défense nationale (MDN). Le Canada est responsable par la suite du transport des biens, du point de livraison jusqu'au destinataire.

2. Avant l'expédition des biens, l'entrepreneur doit contacter le centre de coordination suivant de la logistique intégrée du MDN par télécopieur ou courriel afin d'arranger l'expédition et fournir l'information détaillée au paragraphe 3.

Les coordonnées de la personne-ressource au Centre de coordination de la logistique intégrée du MDN seront fournies après l'attribution de l'offre à commandes.

3. Lors de la préparation de l'expédition, l'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants au centre de coordination de la logistique intégrée du MDN:

- (a) le numéro du contrat;
- (b) l'adresse du destinataire (pour les adresses multiples, les articles doivent être emballés et étiquetés séparément, et chaque article doit porter l'adresse du destinataire);
- (c) la description de chaque article;
- (d) le nombre de pièces et le type d'emballage (par ex. boîtes, caisses à claire-voie, fûts, palettes);
- (e) le poids et les dimensions réels de chaque pièce, y compris le poids brut;
- (f) les détails complets sur les matières dangereuses selon les exigences du mode de transport applicable et les certificats nécessaires à l'expédition dûment signés, en vertu des dispositions du Code maritime international des marchandises dangereuses, des règlements de l'Association du transport aérien international ou du Règlement sur le transport des marchandises dangereuses du Canada, ainsi qu'une copie de la fiche signalétique.

4. Après avoir reçu cette information, le Canada fournira à l'entrepreneur des instructions pertinentes relatives à l'expédition, notamment l'obligation d'utiliser des étiquettes particulières portant l'adresse du destinataire et d'inscrire sur chaque pièce un numéro de contrôle pour le transport.

5. L'entrepreneur ne doit en aucun cas expédier des biens avant d'avoir reçu au préalable les instructions d'expédition du centre de coordination de la logistique intégrée du MDN.

6. Si l'entrepreneur livre les biens à un endroit et à une date non conformes aux instructions de livraison ou s'il ne respecte pas les instructions raisonnables de livraison fournies par le Canada, il devra alors rembourser à ce dernier tous les suppléments de frais et de coûts engagés.

7. Si la livraison des biens est reportée du fait des retards occasionnés par le Canada, la propriété sur les biens ainsi que les risques encourus doivent être transférés au Canada après un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle le Canada ou son transitaire désigné aura reçu une demande d'expédition en bonne et due forme ou trente (30) jours suivant la date de livraison spécifiée dans le contrat, le délai le plus long étant retenu.

9. Instructions d'expédition (MDN) - entrepreneur établi à l'étranger

1. La livraison doit s'effectuer FCA franco transporteur l'établissement de L'entrepreneur selon les Incoterms 2000. L'entrepreneur doit charger les biens dans les véhicules de l'entreprise de transport désigné par le ministère de la Défense nationale (MDN). Le Canada est responsable par la suite du transport des biens, du point de livraison jusqu'au destinataire.

2. Avant l'expédition des biens, l'entrepreneur doit contacter le centre de coordination suivant de la logistique intégrée du MDN par télécopieur ou courriel afin d'arranger l'expédition et fournir l'information détaillée au paragraphe 3.

Les coordonnées de la personne-ressource au Centre de coordination de la logistique intégrée du MDN seront fournies après l'attribution de l'offre à commandes.

3. Lors de la préparation de l'expédition, l'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants au Centre de coordination de la logistique intégrée du MDN :

- (a) le numéro du contrat;
- (b) l'adresse du destinataire (pour les adresses multiples, les articles doivent être emballés et étiquetés séparément, et chaque article doit porter l'adresse du destinataire);
- (c) la description de chaque article;
- (d) le nombre de pièces et le type d'emballage (par ex. boîtes, caisses à claire-voie, fûts, palettes);
- (e) le poids et les dimensions réels de chaque pièce, y compris le poids brut;
- (f) une copie de la facture commerciale (conformément à l'article 4 de la clause C2608C du guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat) ou une copie du formulaire CI1, Facture des douanes canadiennes, de l'Agence des services frontaliers du Canada;
- (g) les codes de la « Schedule B » (pour l'exportation) et les codes du tarif douanier harmonisé (pour l'importation);
- (h) le certificat d'origine de l'Accord libre-échange nord-américain (conformément à l'article 2 de la clause C2608C), applicable seulement aux États-Unis et au Mexique);
- (i) les détails complets sur les matières dangereuses selon les exigences du mode de transport applicable, les certificats nécessaires à l'expédition dûment signés, en vertu des dispositions applicables du Code maritime international des marchandises dangereuses, des règlements de l'Association du transport aérien international, ou du Règlement sur le transport des marchandises dangereuses du Canada, ainsi qu'une copie de la fiche signalétique.

4. Après avoir reçu cette information, le Canada fournira à l'entrepreneur des instructions pertinentes relatives à l'expédition, notamment l'obligation d'utiliser des étiquettes particulières portant l'adresse du destinataire et d'inscrire sur chaque pièce un numéro de contrôle pour le transport, et des documents douaniers.

5. L'entrepreneur ne doit en aucun cas expédier des biens sans avoir reçu au préalable les instructions d'expédition du point de contact en matière de logistique intégrée du MDN.

6. Si l'entrepreneur livre les biens à un endroit et à une date non conformes aux instructions de livraison ou s'il ne respecte pas les instructions raisonnables de livraison fournies par le Canada, il devra alors rembourser à ce dernier tous les suppléments de frais et de coûts engagés.

7. Si la livraison des biens est reportée du fait des retards occasionnés par le Canada, la propriété sur les biens ainsi que les risques encourus seront transférés au Canada après un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle le Canada ou son transitaire désigné aura reçu une demande d'expédition en bonne et due forme ou trente (30) jours suivant la date de livraison spécifiée dans le contrat, le délai le plus long étant retenu.

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX (techniques)

ÉNONCÉ DES TRAVAUX TECHNIQUES

RÉPARATION ET RÉVISION

MOTEURS PW120A DES CT142 ET LEURS

COMPOSANTS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

TABLE DES MATIÈRES

1.0 PORTÉE

- 1.1 Objectif
- 1.2 Contexte
- 1.3 Terminologie

2.0 DOCUMENTS APPLICABLES

3.0 EXIGENCES

- 3.1 Exigences en matière de navigabilité
- 3.2 Tâches
- 3.3 Exigences techniques
- 3.4 Normes et spécifications

4.0 PRODUITS LIVRABLES

5.0 ASSURANCE DE LA QUALITÉ

6.0 RÉUNIONS

7.0 POUVOIRS

1.0 PORTÉE

- 1.1 Objectif : Le présent énoncé des travaux (EDT) définit les exigences relatives à la réparation et à la révision des moteurs PW120A des CT142 et de leurs composants et équipements connexes.
- 1.2 Contexte : Le ministère de la Défense nationale (MDN) a besoin de services de réparation, de révision ou d'inspection de la partie chaude, de services de modification ainsi que des services de soutien pour les moteurs PW120A des CT142 et leurs composants et équipements connexes, qui seront fournis au fur et à mesure des besoins.
- 1.3 Terminologie

ANT	Autorité chargée de la navigabilité technique
AT	Autorité technique
CN	Consigne de navigabilité
DLD	Date de livraison demandée
DLP	Date de livraison prévue
DRP	Demande de réparation prioritaire
EDT	Énoncé des travaux
IMFC	Instruction de modification des Forces canadiennes
ISO	Organisation internationale de normalisation
ITFC	Instruction technique des Forces canadiennes
MDN	Ministère de la Défense nationale
MNT	Manuel de navigabilité technique
MPM	Manuel des politiques de maintenance
NNO	Numéro de nomenclature OTAN
OMA	Organisme de maintenance agréé
P&WC	Pratt & Whitney Canada
RAQDN	Région de l'assurance de la qualité de la Défense nationale
RD	Responsable des demandes

2.0 DOCUMENTS APPLICABLES

- 2.1 Les documents suivants sous-tendent le présent EDT. En cas de divergence entre les documents indiqués ci-dessous et le contenu du présent EDT, le contenu de l'EDT a préséance.

Indicateur de publication	Titre de la publication
A-LM-184-001/JS-001	Instructions spéciales – Entrepreneurs de réparation et de révision
C-05-005-001/AG-001	Manuel de navigabilité technique
C-05-005-P04/AM-001	Documentation de contrôle technique du matériel aérien
C-05-005-P09/AM-001	Mise en pratique du Programme de maintenance – Activités de soutien
C-14-106-001/MN-001	Convertisseur de signaux de couple – CMM PN PD9108C – ATA 73-20-06
C-14-106-A004/MN-001	PW120A/PW121 – Manuel de révision partie 3034633 – ATA 72-50-00
C-14-106-C00/MN-001	Régulateur de carburant – CMM PN 786391 – ATA 73-21-41
C-14-106-D00/MN-001	Régulateur de survitesse – CMM PN WG 60036 – ATA 61-20-16
C-14-106-E00/MN-001	Commande moteur électronique – CMM PN 789842 – ATA 73-21-13
C-14-106-G00/MN-001	Pompe à engrenages – CMM PN WG 60051 – ATA 61-20-20
DD AW-001	Plan de gestion de la navigabilité
DD AW-002	Manuel des processus de maintenance

3.0 EXIGENCES

3.1 Exigences en matière de navigabilité

- 3.1.1 L'entrepreneur doit être un centre de révision désigné par P&WC (constructeur d'origine) et un organisme de maintenance agréé (OMA) approuvé par Transports Canada offrant les spécialités suivantes :

- a. réparation et révision des moteurs PW120A et de leurs composants;
- b. essais non destructifs (techniques conformes aux manuels de maintenance et de réparation des aéronefs traitant des moteurs PW120A);
- c. soudage (techniques conformes aux manuels de maintenance et de réparation des aéronefs traitant des moteurs PW120A).

Nota : Les travaux relatifs à la rubrique 3.1.1 b peuvent être confiés en sous-traitance à un OMA approuvé par Transports Canada offrant une spécialité en essais non destructifs (techniques d'essais non destructifs conformes aux manuels de maintenance et de réparation des aéronefs traitant des moteurs PW120A). L'entrepreneur doit fournir tous les certificats d'OMA du sous-traitant afin d'assurer la conformité à la rubrique 3.1.1 b.

3.1.2 Exigences relatives au programme de navigabilité des FC et du MDN

- a. Dans un délai d'une (1) semaine après l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit faire une demande de reconnaissance directement auprès de l'autorité technique (AT) conformément au manuel de navigabilité technique (MNT) 1.4.2.S1.2.b. L'entrepreneur doit remplir et transmettre un formulaire de demande de reconnaissance de l'autorité chargée de la navigabilité technique (ANT) selon les directives de l'AT.
- b. L'entrepreneur ne doit entreprendre aucun travail pouvant influencer sur la navigabilité avant d'avoir obtenu une reconnaissance provisoire de l'ANT. Les sous-traitants qui effectuent des travaux liés à la navigabilité peuvent ou non être assujettis à une accréditation ou une reconnaissance de l'ANT. Lorsque l'ANT choisit de ne pas fournir de reconnaissance à des sous-traitants, l'entrepreneur doit assurer la surveillance des sous-traitants afin d'assurer qu'ils respectent les exigences en matière de navigabilité du présent document.
- c. Dans un délai de deux (2) semaines après l'attribution du contrat, le MDN organisera une réunion initiale de gestion de la navigabilité technique afin d'établir les exigences relatives à l'obtention d'une reconnaissance officielle de l'ANT. Le personnel de l'ANT fournira aussi des renseignements sur le supplément sur la navigabilité aérienne du MDN que l'entrepreneur est tenu de fournir.
- d. Dans un délai de trois (3) mois après l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit fournir à l'AT un supplément sur la navigabilité aérienne du MDN qui précise :
 - i. comment l'entrepreneur appliquera ses politiques civiles afin de satisfaire aux exigences de la rubrique 1.4.2 de l'annexe C du MNT;
 - ii. les politiques supplémentaires permettant de satisfaire aux exigences de la rubrique 1.4.2 de l'annexe C du MNT qui ne font pas partie du manuel des politiques de maintenance (MPM) de l'entrepreneur;

- iii. comment les formulaires et les étiquettes propres au domaine militaire servant à certifier et consigner les travaux de maintenance seront utilisés.

Afin que sa reconnaissance soit maintenue, l'entrepreneur doit s'assurer que le supplément sur la navigabilité aérienne du MDN respecte les exigences du MNT et qu'il soit mis à jour à la demande du personnel de l'ANT. L'entrepreneur doit satisfaire aux exigences de la dernière version du MNT.

Nota : Il est possible de consulter le MNT du MDN à l'adresse suivante :

<http://www.materiel.forces.gc.ca/en/taa-tam.page>

e. L'entrepreneur doit obtenir une reconnaissance organisationnelle officielle de l'ANT dans les douze (12) mois suivant l'obtention de sa reconnaissance provisoire. Une fois la reconnaissance accordée par l'ANT, l'entrepreneur doit conserver cette reconnaissance pendant toute la durée du contrat.

Nota : Les exigences relatives à la reconnaissance sont indiquées dans le MNT. Les organismes reconnus tirent généralement profit de l'application de leurs politiques civiles approuvées avec l'autorisation de l'ANT.

3.1.3 Manuel des processus de maintenance de l'entrepreneur

L'entrepreneur doit fournir son MPM approuvé par Transports Canada et ses certificats d'approbation de Transports Canada afin d'assurer la conformité à la rubrique 3.1.1.

L'entrepreneur doit aviser l'AT de toute modification ou mise à jour apportée à son MPM et à ses certificats d'approbation de Transports Canada de même qu'à ceux des sous-traitants. À la demande de l'AT, l'entrepreneur doit fournir la version à jour de son MPM et de ses certificats d'approbation de Transports Canada ou de ceux des sous-traitants.

3.1.4 Vérifications de l'ANT

L'entrepreneur doit fournir son aide aux vérificateurs de l'ANT au moment des vérifications de la navigabilité du MDN. Il doit notamment fournir :

- a. l'accès au site ainsi qu'à des bureaux pour que l'équipe de vérification puisse tenir des réunions et mener des entrevues;
- b. l'accès aux dossiers de qualification et d'autorisation des techniciens de l'OMA;
- c. l'accès aux commandes de travail et aux autres documents techniques certifiant que des travaux de maintenance ont été effectués sur les moteurs PW120A du MDN ou leurs composants;

d. du personnel technique et de gestion pour aider les vérificateurs de l'ANT.

Nota : Le personnel de l'ANT effectue généralement des vérifications de la navigabilité à tous les 30 mois, mais la fréquence peut augmenter ou diminuer en fonction de certains facteurs comme le niveau de surveillance réglementaire assuré par un organisme civil ou les incidents liés à la sécurité des vols se rapportant à des travaux effectués aux installations de l'entrepreneur.

3.1.5 Plans de mesures correctives

L'entrepreneur doit mettre en œuvre un plan de mesures correctives, selon les indications du personnel de l'ANT, afin de donner suite aux observations faites au moment des vérifications de la navigabilité, et en fournir une copie à l'AT.

3.1.6 Contrôle des outils

L'entrepreneur doit utiliser des procédures de contrôle des outils qui respectent les objectifs du programme de contrôle des outils du MDN, comme il est précisé dans l'avis 2006-02 de l'ANT sur le programme de gestion des outils.

3.2 Tâches

3.2.1 Voici les travaux à exécuter dans le cadre du présent EDT :

- a. réparation, révision et inspection de la partie chaude des moteurs en usine;
- b. réparation et révision des composants et des équipements connexes des moteurs en usine;
- c. exécution des modifications approuvées en usine;
- d. réduction de l'équipement à l'état de pièce de rechange en usine;
- e. gestion du contrôle de la qualité;
- f. envoi de rapports à intervalles réguliers ou sur demande.

3.3 Exigences techniques

3.3.1 Tous les travaux de réparation, de révision ou d'inspection de la partie chaude effectués dans le cadre du présent EDT doivent être exécutés conformément à la dernière version de l'ITFC C-14-106-A00/MN-000 (partie n° 3034633 du manuel de révision de P&WC). Le MDN fournira à l'entrepreneur les versions en vigueur des publications du MDN indiquées dans le présent EDT et s'assurera d'ajouter l'entrepreneur à la liste de distribution des mises à jour.

-
- 3.3.2 Tous les travaux de réparation et de révision des composants et des équipements connexes des moteurs effectués dans le cadre du présent EDT doivent être exécutés conformément à la dernière version des manuels de maintenance des composants applicables indiqués à la rubrique 2.1.
- 3.3.3 Toutes les modifications effectuées dans le cadre du présent EDT doivent être exécutées conformément :
- a. soit aux IMFC approuvées (fournies par le MDN);
 - b. soit aux bulletins de service approuvés de Transports Canada ou d'un organisme de réglementation équivalent.
- 3.3.4 L'entrepreneur est tenu de se conformer aux manuels de maintenance indiqués à la rubrique 2.1. L'AT ou un représentant désigné peut procéder à une vérification de la conformité de l'entrepreneur à tout moment.
- 3.3.5 Règle générale, l'AT fournit la spécification de travail minimale (c.-à-d. les travaux précis de réparation, de révision ou d'inspection de la partie chaude à exécuter) et les exigences minimales en matière de construction (c.-à-d. les modifications à apporter) à l'entrepreneur au moins deux (2) semaines avant que le moteur arrive aux installations de l'entrepreneur. Ces renseignements sont fournis sous forme de document de planification des travaux, adapté spécifiquement au moteur ou au composant envoyé.
- 3.3.6 L'entrepreneur doit effectuer toutes les inspections ou les modifications exigées par une consigne de navigabilité (CN). Si l'entrepreneur se rend compte qu'une inspection ou une modification fondée sur une CN n'est pas indiquée dans le document de planification des travaux de l'AT, il doit en aviser immédiatement l'AT.
- 3.3.7 L'entrepreneur doit obtenir l'autorisation de l'AT avant d'effectuer les inspections ou les modifications recommandées par le fabricant d'origine ou identifiées par ce dernier comme faisant partie d'une spécification de conception minimale, conformément à la partie n° 3040879 du guide de planification des travaux de P&WC, à moins que l'AT ait inclus l'inspection ou la modification dans le document de planification des travaux. L'entrepreneur doit consulter l'AT si le fait de ne pas effectuer l'inspection ou la modification d'un article annule sa garantie.
- 3.3.8 Une fois aux installations de l'entrepreneur, le moteur doit passer par les étapes suivantes, selon le niveau indiqué par le document de planification des travaux :
- a. processus de réception ou d'arrivée au cours duquel un inventaire des composants du moteur sera effectué;
 - b. démontage;

- c. nettoyage;
- d. inspection;
- e. remise en état ou remplacement des pièces inutilisables;
- f. remplacement des pièces périmées;
- g. exécution des modifications approuvées;
- g. montage;
- h. essais;
- i. préparation en vue de la livraison;
- j. expédition.

- 3.3.9 Les consignes suivantes s'appliquent à la remise en état et au remplacement des pièces inutilisables. L'entrepreneur doit remettre en état toutes les pièces qui ne sont pas jugées irréparables, sauf indication contraire de l'AT. Le remplacement de pièces par des pièces neuves ou de rechange n'est ni prévu ni autorisé à moins que les pièces soient irréparables. L'AT peut autoriser le remplacement de pièces afin de satisfaire un besoin urgent. Une pièce est jugée irréparable si son coût de remise en état est supérieur à 75 pour cent du coût d'une pièce de rechange ou si elle ne peut faire l'objet d'aucune réparation approuvée. Si une pièce à durée de vie limitée est remplacée avant d'avoir atteint la fin de son cycle de vie, la durée de vie restante de la pièce de rechange utilisée doit être égale ou supérieure à celle de la pièce remplacée. L'entrepreneur doit obtenir l'autorisation de l'AT afin de remplacer une pièce qui ne satisfait pas aux exigences susmentionnées.
- 3.3.10 Les consignes suivantes s'appliquent à l'expédition. Les moteurs PW120A de CT142 seront expédiés aux installations de l'entrepreneur dans des contenants d'expédition en acier pressurisés. Une fois les travaux de réparation ou de révision terminés, les moteurs doivent être replacés dans leurs contenants d'expédition, conformément au document C-14-106-000/MN-000, avant d'être réexpédiés.
- 3.3.11 Les moteurs retournés au MDN après avoir été réparés, révisés ou soumis à une inspection de la partie chaude peuvent être entreposés avant d'être mis en place sur les ailes. Pendant cette période, les contenants d'expédition ne doivent être ouverts que pour les inspections des méthodes d'entreposage, conformément au document C-05-010-009/AM-000, ou à la demande ou selon les directives de l'AT, puis scellés immédiatement après. La période de garantie normalisée de 12 mois ne s'applique pas aux travaux de réparation, de révision ou d'inspection de la partie chaude. La période de garantie pour un moteur PW120A de CT142 correctement entreposé et intact est de 100 heures de fonctionnement suivant la mise en place après entreposage.

3.3.12 En ce qui a trait à l'inventaire des composants qui doit être effectué conformément à la rubrique 3.3.8. du présent EDT, la configuration suivante doit être considérée comme « normalisée » et tout écart par rapport à cette configuration doit être signalé à l'AT dans les plus brefs délais.

a. Le module du boîtier réducteur du moteur PW120A comprend ce qui suit :

- i) régulateur de survitesse de l'hélice;
- ii) pompe hydraulique du régulateur de survitesse;
- iii) détecteur de particules.

b. Le module de la turbomachine du moteur PW120A comprend ce qui suit :

- i) régulateur de carburant hydromécanique;
- ii) pompe à carburant;
- iii) réchauffeur de carburant;
- iv) vanne de régulation de pression d'huile;
- v) conditionneur de signaux de couple;
- vi) commande moteur électronique et faisceau de câbles;
- vii) capteurs de vitesse de rotation de la roue;
- viii) capteur de température d'air d'admission;
- ix) excitateur, câbles et bougies d'allumage;
- x) bar omnibus T6 et sondes;
- xi) détecteur de particules;
- xii) collecteur carburant.

3.3.13 L'annexe C contient les principaux composants et les principaux articles réparables visés par la présente offre à commandes.

3.4 Normes et spécifications

3.4.1 Toutes les pièces de rechange posées sur les moteurs PW120A du CT142 doivent provenir d'un fournisseur approuvé par P&WC et être accompagnées par un certificat de conformité acceptable pour l'AT. Conformément au document C-05-005-P09/AM-001, les formulaires suivants sont considérés acceptables pour l'AT :

a. formulaire 24-0078 de Transports Canada, Aviation civile, Bon de sortie autorisée;

- b. formulaire 8130-3 de la Federal Aviation Authority (FAA), Airworthiness Approval Tag;
- c. formulaire 8130-4 de la Federal Aviation Authority (FAA), Export Certificate of Airworthiness;
- d. formulaire un de l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA), Bon de sortie autorisée;
- e. formulaire CF 1280 du MDN, Certificat d'inspection et de sortie, pour les pièces normalisées et commerciales;
- f. formulaire 250 du ministère de la Défense des É.-U., Materiel Inspection and Receiving Report, for standard and commercial parts;
- g. dossier de maintenance en atelier du MDN pour les articles réparés ou révisés par un organisme de maintenance du MDN ou un entrepreneur;
- h. certificat d'un entrepreneur jugé équivalent au dossier de maintenance en atelier du MDN;
- i. bordereau d'emballage ou document d'expédition qui accompagne une pièce ou emballage ou étiquette indiquant le nom du fabricant, la norme de fabrication ou le numéro de pièce et le numéro de modèle du fabricant, selon le cas, le numéro de lot et la date de fabrication ou la durée de vie, le cas échéant.

NOTA : L'AT peut accepter d'autres documents comme certificat de conformité.

- 3.4.2 L'entrepreneur doit examiner de façon continue les composants réparables livrés à l'usine, faire des recommandations à ce sujet et signaler à l'AT les articles qui devraient être classés dans la catégorie des composants qui ne peuvent pas être réparés ou qui dérogent à la configuration normalisée.
- 3.4.3 Demandes de réparation prioritaires (DRP). L'entrepreneur doit être en mesure de répondre aux DRP dans les meilleurs délais. Si la date de livraison demandée (DLD) ne peut pas être respectée, l'entrepreneur doit en aviser l'AT pour convenir d'une date de livraison prévue (DLP) plus réaliste. Au besoin, la DLP sera modifiée jusqu'à l'exécution de la DRP.
- 3.4.4 L'entrepreneur doit tenir à jour une base de données d'information qui comprend des dossiers de construction de tout le matériel précisé dans le présent EDT. La base de données doit être structurée de façon à assurer la traçabilité des articles à durée de vie limitée et des articles portant un numéro de série. Le soumissionnaire doit donner libre accès à la base de données à l'AT sur demande.

- 3.4.5 L'entrepreneur doit fournir le nom d'une personne-ressource pour tous les travaux exécutés dans le cadre du présent EDT.

4.0 PRODUITS LIVRABLES

- 4.1 Les moteurs et les composants et les équipements connexes doivent être traités rapidement, et le délai d'exécution ne doit pas dépasser soixante (60) jours, à moins d'autorisation contraire du MDN. Toute difficulté à respecter ce délai d'exécution doit être signalée à l'AT par l'intermédiaire du représentant de la Région de l'assurance de la qualité de la Défense nationale (RAQDN) afin que d'autres dispositions relatives à la réparation ou à l'approvisionnement puissent être prises au besoin. Le principe « premier entré premier sorti » doit être respecté dans la mesure du possible. Le délai d'exécution est mesuré de la date de la réception de l'élément à réparer aux installations de l'entrepreneur à la date d'acceptation par le MDN.
- 4.2 L'entrepreneur doit produire un dossier de tous les travaux exécutés sur chaque moteur et composant et équipement connexes et l'envoyer à l'AT. Le dossier doit comprendre les renseignements suivants :
- a. description des travaux exécutés;
 - b. liste des pièces déposées par numéro de série (le cas échéant);
 - c. liste des pièces posées par numéro de série (le cas échéant);
 - d. état des pièces déposées (le cas échéant);
 - e. vérification des articles mis au rebut.
- 4.3 L'entrepreneur doit produire les documents suivants après avoir terminé la réparation, la révision ou l'inspection de la partie chaude de chaque moteur et les envoyer à l'AT :
- a. document certifiant que le moteur a fait l'objet d'une réparation, d'une révision ou d'une inspection de la partie chaude, le cas échéant, conformément au document C-14-106-A00/MN-000;
 - b. document certifiant que toutes les modifications ont été effectuées conformément à une IMFC approuvée ou à un bulletin de service approuvé de Transports Canada ou d'un organisme de réglementation équivalent;
 - c. fiche historique de moteur d'aéronef (CF 357), fiche de remplacement d'articles de moteur (CF 357A), fiche historique d'article d'aéronef (CF 358), fiche historique d'ensemble principal d'aéronef (CF 359) et fiche de remplacement d'articles d'ensemble principal (CF 359A) annotées conformément au document C-05-005-P04/AM-001;
 - d. copie de tous les certificats de conformité des pièces de rechange.

-
- 4.4 L'entrepreneur doit produire les documents suivants après avoir terminé la réparation ou la révision de chaque composant ou équipement connexe du moteur et les envoyer à l'AT :
- a. document certifiant que le composant a fait l'objet d'une réparation ou d'une révision, le cas échéant, conformément à l'ITFC applicable;
 - b. document certifiant que toutes les modifications ont été effectuées conformément à une IMFC approuvée ou à un bulletin de service approuvé de Transports Canada ou d'un organisme de réglementation équivalent;
 - c. fiche historique d'article d'aéronef (CF 358);
 - d. copie de tous les certificats de conformité des pièces de rechange.
- 4.5 Formulaire CF 1057 Rapport d'information du client/Rapport d'enquête technique. L'entrepreneur doit fournir sur demande à l'AT un rapport d'information du client (CF 1057). L'entrepreneur doit préciser les résultats de l'analyse, la cause ou la cause probable de la défaillance et les mesures prises ou recommandées afin d'empêcher que la défaillance signalée ne se reproduise.
- 5.0 ASSURANCE DE LA QUALITÉ**
- 5.1 L'entrepreneur doit posséder une certification ISO 9001-2008 ou un système de gestion de la sécurité équivalent jugé acceptable par le directeur de l'assurance de la qualité.
- 5.2 Lors de l'exécution des travaux décrits dans le présent document, l'entrepreneur doit se conformer à un modèle d'assurance de la qualité publié par un organisme approuvé en ce qui a trait à la conception, au développement, à la production, à l'installation et à l'entretien. L'édition utilisée doit être celle en vigueur à la date de la présentation de la soumission par l'entrepreneur.
- 5.3 L'entrepreneur doit veiller à ce que tous les travaux effectués selon les modalités du présent EDT soient exécutés conformément au plan et aux procédures d'assurance de la qualité (AQ) approuvés. La mise en œuvre et l'utilisation appropriée du système d'AQ de l'entrepreneur fera l'objet d'une vérification par le représentant de la RAQDN du MDN. Les résultats des inspections en cours et des essais effectués par l'entrepreneur feront l'objet d'un examen et d'une vérification par le représentant de la RAQDN du MDN. Ce dernier doit avoir accès aux installations de l'entrepreneur où des travaux sont exécutés.
- 5.4 L'entrepreneur doit fournir une capacité de stockage pour le matériel du MDN, conformément au document A-LM-184-001/JS-001.
- 6.0 RÉUNIONS**
- 6.1 Dans un délai de deux (2) semaines après l'attribution du contrat, une réunion de lancement doit être convoquée à une date et dans un lieu qui conviennent à l'AT et à l'entrepreneur.

7.0 POUVOIRS

7.1 Autorité technique (AT)

7.1.1 L'autorité technique pour le présent EDT est :

sera nommée au moment de l'attribution de l'offre à commandes.

7.2 Responsable des demandes (RD)

7.2.1 Le responsable des demandes pour le présent EDT est :

sera nommé au moment de l'attribution de l'offre à commandes.

ANNEXE B**ÉNONCÉ DES TRAVAUX (logistiques)****Table des matières**

1.0	GÉNÉRALITÉS
1.1	BUT
1.2	ÉTENDUE DES TRAVAUX
2.0	ADMINISTRATION
2.1	RÉCEPTION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX
2.2	ENVOIS NON CONFORMES
2.3	CONTRÔLE DES TRAVAUX
2.4	CONTRÔLE DES COÛTS
2.5	REGISTRES DES COÛTS
2.6	INTERRUPTION DES TRAVAUX DE RÉPARATION
2.7	DEMANDE DE RÉPARATION PRIORITAIRE (DRP)
3.0	SOUTIEN À L'APPROVISIONNEMENT
3.1	DÉFAUT DE PRÉSERVATION ET D'EMBALLAGE
3.2	CONTENANTS RÉUTILISABLES
3.3	PERTE OU DOMMAGES DU MATÉRIEL DU MDN
3.4	DOUANES ET ACCISE
4.0	DIVERS
4.1	UTILISATION PAR LE SOUMISSIONNAIRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DES PUBLICATIONS DU MDN

1.0 GÉNÉRALITÉS

1.1 BUT

Le soumissionnaire doit réparer ou réviser seulement les articles qu'il a reçu l'autorisation de réparer ou de réviser conformément à l'annexe C de la présente offre à commandes ou à une demande de matériel réparable approuvée. Le soumissionnaire doit se conformer aux méthodes d'approvisionnement recommandées dans le présent EDT relativement à la gestion de l'équipement et des stocks du MDN qu'il détient. Le MDN se réserve le droit de surveiller tous les aspects de l'approvisionnement du soumissionnaire. La priorité quant à la réparation doit être « réparation courante » à moins d'indication contraire fournie par le responsable des demandes ou son représentant.

1.2 ÉTENDUE DES TRAVAUX

La révision complète de l'ensemble des pièces (sauf des pièces dont le cycle de vie est terminée) n'est pas permise selon les modalités du présent énoncé des travaux. On vise à ce que des travaux de réparation et de révision soient exécutés seulement s'ils sont justifiés sur le plan économique comme sur le plan technique ou s'ils sont prescrits par les spécifications techniques. Les définitions suivantes s'appliquent :

réparation : la détection et la correction de défauts précises qui réduisent le rendement d'un article et qui sont à l'origine d'un fonctionnement inférieur aux normes;

révision : le rétablissement des conditions originales ou de la durée de vie utile d'un article, y compris le remplacement des pièces usées, endommagées ou dont le cycle de vie est terminé, l'intégration de modifications approuvées et la remise en état de composants, au besoin;

Interchangeabilité : à la suite d'une réparation, l'article doit pouvoir être utilisé sans modification (forme, ajustement, fonction) à la place d'articles catalogués sous le même numéro de référence, sous le même numéro de pièce et dans le même état de modification. Le concept d'interchangeabilité s'applique également aux caractéristiques internes comme la forme d'onde et la disposition des composants pour garantir une parfaite compatibilité aux équipements de vérification et aux sondes automatiques.

2.0 ADMINISTRATION

2.1 RÉCEPTION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

- 2.1.1 Dès la réception de l'équipement du MDN, le soumissionnaire doit identifier l'équipement et s'assurer qu'il est autorisé à effectuer la réparation (annexe C), établir une commande de travail et effectuer une vérification physique pour s'assurer que l'article est complet et conforme aux bordereaux qui l'accompagnent. Dans un délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception de l'article inutilisable, le soumissionnaire doit attribuer un numéro de commande de travail à l'article et aviser le représentant de la RAQDN qu'il a bien reçu l'article.

- 2.1.2 Si le soumissionnaire ne dispose pas de tous les renseignements ou documents nécessaires, il doit les demander au représentant de la RAQDN.
- 2.1.3 Dans le cas d'une réparation dont le paiement n'est pas basé sur le prix forfaitaire définitif, et selon les renseignements disponibles ou le résultat de l'inspection, le soumissionnaire doit déterminer l'ampleur du travail à effectuer et en évaluer le coût. Si le coût de réparation évalué est inférieur au coût de réparation maximal, le soumissionnaire effectue la réparation. Si le coût de réparation évalué est supérieur au coût de réparation maximal, le soumissionnaire doit demander au RD l'autorisation d'exécuter la réparation.
- 2.1.4 S'il est impossible de déterminer le coût de réparation, le soumissionnaire peut demander au représentant de la RAQDN l'autorisation de démonter l'équipement afin d'évaluer si ce dernier peut être réparé ou révisé et d'évaluer les coûts liés à ces travaux. À moins d'indication contraire, et peu importe la valeur de l'article, le coût de cette évaluation est imputé à l'article, que ce dernier soit ultérieurement réparé ou non.
- 2.1.5 Une fois les travaux de réparation ou de révision terminés sur un des articles indiqués à l'annexe C, le soumissionnaire doit fermer la commande de travail et envoyer les documents au représentant de la RAQDN.
- 2.1.6 La certification de soumissionnaire ci-dessous doit être apposée sur le document de certification de la réparation :

Certification du soumissionnaire

Je certifie que le ou les articles énumérés ci-dessus ont été inspectés et soumis à des essais et qu'ils sont conformes à toutes les spécifications et exigences énoncées dans la convention d'offre à commandes.

Signature et date
(Soumissionnaire)

2.2 ENVOIS NON CONFORMES

Si, au moment de l'inspection initiale, le soumissionnaire constate qu'une pièce d'équipement a la même forme, les mêmes dimensions et la même fonction qu'une autre pièce d'équipement mais qu'elle a été identifiée incorrectement, il doit envoyer à l'AT un message contenant les renseignements suivants : différence quant à l'identification, numéro de nomenclature OTAN (NNO) ou numéro de pièce et quantité indiquée sur le bordereau et numéro de nomenclature OTAN (NNO) ou numéro de pièce et quantité reçue.

2.3 CONTRÔLE DES TRAVAUX

Le soumissionnaire doit veiller au contrôle de la réparation de tout équipement du MDN au moyen de commandes de travail portant un numéro de série. Une fois les travaux terminés, la commande

de travail doit comprendre au moins les renseignements suivants : le numéro de série de la convention d'offre à commandes auquel tous les coûts sont imputables, le NNO ou le numéro de pièce, la description, la quantité et le numéro de série, le cas échéant, de l'article réparé, un renvoi à tous les documents liés à la réparation, une évaluation du coût de la réparation et le nom du responsable qui a établi la commande de travail. Une copie de la commande de travail doit être envoyée au responsable des commandes avec la facture.

2.4 CONTRÔLE DES COÛTS

Le soumissionnaire doit surveiller le coût de chacune des réparations afin de s'assurer que le coût total ne dépasse pas le coût de réparation maximal. Des procédures appropriées de contrôle de la gestion doivent être suivies, et les dossiers doivent être tenus à jour. Ces procédures de contrôle et ces dossiers doivent être accessibles sur demande aux fins d'examen ou de vérification.

2.5 REGISTRES DES COÛTS

Le soumissionnaire doit préparer des formulaires et tenir des registres renfermant une liste des coûts par numéro de série, le cas échéant, de chaque pièce ou série de pièce dans la filière de réparation, une description de la portée des travaux accomplis, des inspections en cours de réparation accomplies et du matériel inclus à toutes les étapes de la réparation, le coût moyen de réparation ou révision, par NNO ou numéro de pièce, et le coût total de la réparation d'un article par commande de travaux. Les coûts globaux par réparation (connus et estimés) doivent aussi être fournis tous les trois mois (ou sur demande) au RD afin que le 402 ESC puisse gérer les finances du contrat en tenant compte des coûts connus par l'entrepreneur et des coûts en cours.

NOTA : Ces données doivent être présentées sur demande au RD ou au représentant de la RAQDN.

2.6 INTERRUPTION DES TRAVAUX DE RÉPARATION

Le soumissionnaire doit se conformer immédiatement à toute directive d'interruption des réparations émise par le RD.

2.7 DEMANDE DE RÉPARATION PRIORITAIRE (DRP)

Le soumissionnaire doit être en mesure de répondre aux DRP dans les meilleurs délais. Si la date de livraison demandée (DLD) ne peut pas être respectée, le soumissionnaire doit en aviser l'expéditeur et le destinataire pour convenir d'une date de livraison prévue (DLP) plus réaliste. Au besoin, la DLP sera modifiée jusqu'à l'exécution de la DRP.

3.0 SOUTIEN À L'APPROVISIONNEMENT

3.1 DÉFAUT DE PRÉSERVATION ET D'EMBALLAGE

L'équipement endommagé en raison d'un défaut de préservation ou d'emballage pendant l'expédition doit être signalé au représentant de la RAQDN à l'aide du formulaire FC 777, Rapport d'état non satisfaisant (RENS), étayé de photographies.

3.2 CONTENANTS RÉUTILISABLES

Le soumissionnaire doit inspecter, réparer ou repeindre les contenants réutilisables en métal ou en bois. S'il lui faut réparer, remplacer ou fournir un contenant réutilisable ou d'autres matériaux d'emballage, les coûts doivent être imputés au contrat de réparation et révision au taux négocié indiqué dans les « modalités de paiement » et dans la commande de travail de réparation.

3.3 PERTE OU DOMMAGE DU MATÉRIEL DU MDN

Le soumissionnaire doit informer le représentant de la RAQDN de toute perte ou de tout dommage que pourrait avoir subi le matériel que lui a confié le MDN au plus tard deux (2) jours ouvrables suivant la confirmation de la perte ou du dommage.

3.4 DOUANES ET ACCISE

Si le soumissionnaire confie du travail à un sous-traitant à l'étranger, il doit préparer tous les documents de douanes nécessaires. Il ne doit pas faire appel à un courtier en douane, à moins d'y avoir été expressément autorisé par le RD.

4.0 DIVERS

4.1 UTILISATION PAR LE SOUMISSIONNAIRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DES PUBLICATIONS DU MDN

Le soumissionnaire ne doit pas utiliser les publications, les outils, l'équipement d'essai ou les gabarits et montages du MDN à des fins commerciales sans le consentement écrit de ce dernier. Dans les cas où le MDN donne son consentement, TPSGC négociera avec le soumissionnaire des mesures pour compenser le MDN. Toute demande à cet égard doit être envoyée au RD par l'entremise de TPSGC.

ANNEXE C**LISTE DES ARTICLES RÉPARABLES**

Nota : La présente liste contient les principaux composants et les articles réparables visés par le présent contrat. Elle peut être modifiée par l'autorité technique sous la direction de l'autorité de l'offre à commandes.

Numéro de nomenclature	Description	Numéro de pièce	Coût de réparation maximal
1660-21-901-1081	VANNE, AIR CABINE	3035323/3035726	2 500 \$
1660-21-904-8463	VANNE	3109392-02	4 200 \$
1660-21-910-0394	VANNE PNEUMATIQUE	3112463-02	4 000 \$
1660-21-912-1629	BOÎTIER D'ENGRENAGES	3104280-01	56 000 \$
1660-21-920-9435	ÉCHANGEUR DE CHALEUR	3120075-02/10839	8 000 \$
2840-21-900-2156	MOTEUR D'AÉRONEF	PW120A	70 000 \$
2840-21-900-2166	POMPE HYDRAULIQUE	8210-076C/3034719	4 000 \$
2840-21-900-2719	VANNE, PRESSION D'AIR	3038006/3106760-01	2 900 \$
2840-21-921-5837	ADAPTATEUR, ADMISSION	3045788-01	1 440 \$
2840-21-921-5843	ADAPTATEUR, SECOND.	3045781-01	3 500 \$
2915-20-000-8672	ADAPTATEUR	3045668	2 250 \$
2915-20-000-8675	ADAPTATEUR	3045692	1 445 \$
2915-20-A0D-6711	ADAPTATEUR, RAMPE D'ALIMENTATION EN CARBURANT	3037386	1 000 \$
2915-20-A0D-6713	RÉGULATEUR DE CARBURANT HYDROMÉCANIQUE	786391-10L27	1 000 \$
2915-20-A0D-6714	RÉGULATEUR DE CARBURANT HYDROMÉCANIQUE	786391-14L27	1 000 \$
2915-20-A0D-9742	ADAPTATEUR, RAMPE D'ALIMENTATION EN CARBURANT	3037423	1 140 \$
2915-20-A0D-9753	ADAPTATEUR, RAMPE D'ALIMENTATION EN CARBURANT	3045789	1 400 \$
2915-21-900-2119	ADAPTATEUR, RAMPE D'ALIMENTATION EN CARBURANT	Tous les numéros de pièce applicables	1 200 \$
2915-21-900-2120	ADAPTATEUR, RAMPE D'ALIMENTATION EN CARBURANT	Tous les numéros de pièce applicables	1 200 \$
2915-21-900-2121	ADAPTATEUR, RAMPE D'ALIMENTATION EN CARBURANT	Tous les numéros de pièce applicables	1 200 \$
2915-21-900-2126	RÉGULATEUR DE CARBURANT HYDROMÉCANIQUE	Tous les numéros de pièce applicables	40 000 \$
2915-21-900-2154	COMMANDE ÉLECTRONIQUE	Tous les numéros de pièce applicables	12 000 \$
2915-21-900-2155	DIVISEUR DE DÉBIT DE CARBURANT	3033960	800 \$
2915-21-904-5181	RÉCHAUFFEUR DE MOTEUR	Tous les numéros de	7 000 \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

W7006-12RO26/A

wpg202

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W7006-12RO26

WPG-1-34225

		pièce applicables	
2915-21-910-7554	RÉGULATEUR D'HELICE	3039335/8210-161C	7 275 \$
2915-21-912-2466	POMPE À CARBURANT, RÉACTEUR	Tous les numéros de pièce applicables	9 000 \$
2915-21-921-4463	ADAPTATEUR	3045776-01	1 440 \$
4320-21-910-7584	POMPE ROTATIVE	3045965-01	7 000 \$
4820-20-003-5060	RÉPARTITEUR DE DÉBIT	3118512-01/26345-1	2 740 \$
4820-20-005-3443	VALVE DE RÉGULATION DE DÉBIT ÉTALONNÉE	25890-7	33 750 \$
6620-01-344-9355	CONVERTISSEUR DE SIGNAUX	Tous les numéros de pièce applicables	10 500 \$

ANNEXE D**MODALITÉS DE PAIEMENT**

Le soumissionnaire sera payé comme suit pour les travaux effectués conformément à la présente offre à commandes :

PÉRIODE D'OFFRE PERMANENT - 3 ANS De DATE DE PUBLICATION

point #	Description	Unité mission	SO Année 1	SO Année 2	SO Année 3
1	Les prix suivants fermes unitaires fixes: Tous les travaux à prix ferme doit être terminé dans les prix fermes en vigueur à la date de l'autorisation de travail				
1.1	Inspection de la partie chaude	ea	\$	\$	\$
1.2	Révision du moteur PW120A	ea	\$	\$	\$
1.3	Fonctionnement du moteur au banc d'essai, - y compris circuits de carburant et de lubrification (Moteurs réparés uniquement)	ea	\$	\$	\$
1.4	Fonctionnement du boîtier d'engrenages au banc d'essai, - y compris circuits de carburant et de lubrification- (Boîtiers d'engrenages réparés uniquement)	ea	\$	\$	\$
2	Taux horaire ferme pour les travaux de réparation et de révision autorisés requis mais non couverts à la rubrique 1. a) :				
2.1	Taux de rémunération pour la réparation et la révision	Per hour	\$	\$	\$
3	Matériel fourni par l'entrepreneur : Matériel autorisé fourni par l'entrepreneur, au moment de l'intégration :prix de revient plus une majoration de :		%	%	%
4	Travaux de sous traitance requis pour permettre la réparation et la révision :prix de revient plus une majoration ferme de :		%	%	%
5	Nota : Pour les rubriques f) et g) ci dessous, le soumissionnaire doit proposer une structure de prix ou une méthode d'établissement de prix qui fera l'objet d'une négociation avant l'attribution de l'offre à commandes. Ces rubriques ne seront pas prises en considération au moment de l'évaluation de la proposition du soumissionnaire, mais feront partie intégrante de toute offre à commandes subséquente				
5.1	Pièces de rechange intégrées :				
5.2	Matériel reconditionné intégré :				

Nota : Le prix de revient désigne les frais engagés par le soumissionnaire pour obtenir un produit, une pièce ou un service précis nécessaire à l'exécution des travaux. Il comprend le prix facturé par le soumissionnaire (moins les remises), les frais applicables de transport à l'arrivée, le taux de change, les droits de douane et les frais de courtage, mais ne comprend pas les coûts indirects, les profits et la TPS.

OPTION YEAR PRICING

point #	Description	Unité mission	SO Année 1	SO Année 2
1	Les prix suivants fermes unitaires fixes: Tous les travaux à prix ferme doit être terminé dans les prix fermes en vigueur à la date de l'autorisation de travail			
1.1	Inspection de la partie chaude	ea	\$	\$
1.2	Révision du moteur PW120A	ea	\$	\$
1.3	Fonctionnement du moteur au banc d'essai, - y compris circuits de carburant et de lubrification (Moteurs réparés uniquement)	ea	\$	\$
1.4	Fonctionnement du boîtier d'engrenages au banc d'essai, - y compris circuits de carburant et de lubrification- (Boîtiers d'engrenages réparés uniquement).	ea	\$	\$
2	Taux horaire ferme pour les travaux de réparation et de révision autorisés requis mais non couverts à la rubrique 1. a)			
2.1	Taux de rémunération pour la réparation et la révision	Per hour	\$	\$
3	Matériel fourni par l'entrepreneur : Matériel autorisé fourni par l'entrepreneur, au moment de l'intégration :prix de revient plus une majoration de :		%	%
4	Travaux de sous traitance requis pour permettre la réparation et la révision :prix de revient plus une majoration ferme de :		%	%
5	Nota : Pour les rubriques f) et g) ci dessous, le soumissionnaire doit proposer une structure de prix ou une méthode d'établissement de prix qui fera l'objet d'une négociation avant l'attribution de l'offre à commandes. Ces rubriques ne seront pas prises en considération au moment de l'évaluation de la proposition du soumissionnaire, mais feront partie intégrante de toute offre à commandes subséquente			
5.1	Pièces de rechange intégrées :			
5.2	Matériel reconditionné intégré :			

Nota : Le prix de revient désigne les frais engagés par le soumissionnaire pour obtenir un produit, une pièce ou un service précis nécessaire à l'exécution des travaux. Il comprend le prix facturé par le soumissionnaire (moins les remises), les frais applicables de transport à l'arrivée, le taux de change, les droits de douane et les frais de courtage, mais ne comprend pas les coûts indirects, les profits et la TPS.

ÉVALUATION FINANCIÈRE

.1 TOTAUX ÉVALUÉS POUR LES MODALITÉS DE PAIEMENT

Les utilisations prévues ci dessous seront calculées en tenant compte des prix soumis par le soumissionnaire afin d'obtenir un total évalué. L'utilisation prévue ne doit pas être considérée comme un engagement ferme de la part du Canada, car elle ne servira qu'aux fins d'évaluation.

.2 PÉRIODE INITIALE DE TROIS ANS À PARTIR DE LA DATE DE L'ATTRIBUTION DE L'OFFRE À COMMANDES

Description	Quantité
a) Inspection de la partie chaude :	2
b) Révision du moteur PW120A :	1
c) Fonctionnement du moteur au banc d'essai :	2
d) Fonctionnement du boîtier d'engrenages au banc d'essai :	2
e) Main-d'œuvre pour la réparation et la révision :	3 000 heures
f) Matériel fourni par l'entrepreneur :	250 000 \$
g) Travaux de sous traitance :	7 500 \$

.3 PREMIÈRE ANNÉE SUPPLÉMENTAIRE

Description	Quantité
a) Inspection de la partie chaude :	1
b) Révision du moteur PW120A :	1
c) Fonctionnement du moteur au banc d'essai :	1
d) Fonctionnement du boîtier d'engrenages au banc d'essai :	1
e) Main-d'œuvre pour la réparation et la révision :	1 000 heures
f) Matériel fourni par l'entrepreneur :	75 000 \$
g) Travaux de sous traitance :	2 500 \$

.4 DEUXIÈME ANNÉE SUPPLÉMENTAIRE

Description	Quantité
a) Inspection de la partie chaude :	1
b) Révision du moteur PW120A :	1
c) Fonctionnement du moteur au banc d'essai :	1
d) Fonctionnement du boîtier d'engrenages au banc d'essai :	1
e) Main-d'œuvre pour la réparation et la révision :	1 000 heures
f) Matériel fourni par l'entrepreneur :	75 000 \$
g) Travaux de sous traitance :	2 500 \$

.5 CALCUL DE L'ÉVALUATION FINANCIÈRE

Les taux de l'offre du soumissionnaire seront appliqués aux quantités pour l'évaluation ci dessus.

PÉRIODE INITIALE DE TROIS ANS = TOTAL 1
 PREMIÈRE ANNÉE SUPPLÉMENTAIRE = TOTAL 2
 DEUXIÈME ANNÉE SUPPLÉMENTAIRE = TOTAL 3
 TOTAL 1 + TOTAL 2 + TOTAL 3 = Total évalué

ANNEX E**INSURANCE REQUIREMENTS****ASSURANCE TOUS RISQUES DES BIENS**

L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance « tous risques » pour protéger les biens de l'État dont il a la charge, la garde ou le contrôle, et dont le montant de la protection ne doit pas être inférieur à **1 000 000 \$**. La base d'évaluation des biens de l'État est la suivante : coût de remplacement (nouveau)

1. Demandes d'indemnité : L'entrepreneur doit aviser promptement le Canada de toute perte ou dommage à ses biens et doit superviser, investiguer et documenter les pertes ou dommages afin que les demandes d'indemnité soient correctement établies et payées.
2. La police d'assurance tous risques des biens doit comprendre les éléments suivants :
 - (a) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - (b) Bénéficiaire : Le Canada, selon ses intérêts et ses directives.
 - (c) Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par le ministère de la Défense nationale et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage aux biens, peu en importe la cause.

ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE COMMERCIALE

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à **2 000 000 \$** par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - (a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - (b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - (c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - (d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.

- (e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- (f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- (g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- (h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- (i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- (j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- (k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

ASSURANCE RESPONSABILITÉ AÉRIENNE

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une police d'assurance de responsabilité aérienne pour les blessures corporelles (y compris les blessures subies par les passagers) et les dommages matériels d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à **5 000 000 \$** par accident ou par incident et suivant le total annuel.

2. La police d'assurance aérienne doit comprendre les éléments suivants:

- (a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- (b) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- (c) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

-
- (d) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- (e) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- (f) Assurance des passagers aériens incluant les paiements médicaux : Si des sous-limites s'appliquent à la police de l'entrepreneur conformément à des ententes de transport internationales ou autrement, en aucun cas le montant de la protection ne doit être inférieur à 300 000 \$ par personne. La limite par accident ne doit pas être inférieure à 300 000 \$ multiplié par le nombre de passagers.
- (g) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- (h) Responsabilité de l'employeur (ou la confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme similaire).
- (i) Assurance des propriétaires de hangars : Couverture des dommages ou des pertes que peuvent subir les aéronefs au sol lorsque l'entrepreneur en a la charge, la garde ou le contrôle.
- (j) Produits et activités terminées : Couverture des responsabilités découlant de la vente de produits avioniques, y compris les services, les activités d'assemblage et de réparation en liaison avec les travaux exécutés par l'entrepreneur ou en son nom.

ANNEXE CRITÈRES F d'évaluation des soumissions - RESPECT MATRIX

La réalisation de ce Matrice de conformité est obligatoire pour être jugées recevables et pour votre offre à un examen plus approfondi.

1. Les offrants doivent indiquer si elles répondent (OUI) ou non répondre (NO) de chacune des spécifications.
2. Les offrants sont priés de fournir la documentation (information technique, brochures, photos) afin de démontrer clairement la conformité à chaque critère obligatoire si applicable.
3. Les offrants sont priés de faire référence où cette spécification technique est indiqué dans leur offre

#	Description	conformité		Commentaires
		Oui	Non	
1	L'entrepreneur doit être un P & WC (OEM) Centre de révision désigné pour le moteur de PW120A - Fournir une copie de la certification			
2	L'entrepreneur doit être une organisation TC maintenance agréé (OMA) ou un organisme agréé acceptable pour TC. -Fournir une copie de la certification.			
3	L'entrepreneur doit s'engager à toutes les exigences des FC / MDN du programme de navigabilité comme détaillé dans l'annexe A, 3.1.2 - 3.1.6. - Confirmez votre compréhension et d'engagement.			
4	Toutes les inspections section de réparation, de révision ou à chaud effectuées en vertu du présent contrat doit être accompli en conformité avec la dernière version de l'ITFC C-14-106-A00/MN-000 (P & WC n ° Partie révision manuelle 3034633). -Confirmez votre compréhension et d'engagement..			
5	All repair and overhaul of engine components and associated equipment performed under this contract must be accomplished in accordance with the latest version of the applicable component maintenance manuals identified in Annex A para 2.1. - Confirmez votre compréhension et d'engagement.			
6	Toutes les modifications effectuées en vertu du présent énoncé des travaux doit être réalisé conformément à CFMIs approuvés (fournis par le MDN) ou TC (ou équivalent organisme de réglementation) les bulletins de service approuvés. - Confirmez votre compréhension et d'engagement.			
7	Toutes les inspections et / ou les modifications requises par l'ADS doit être effectuée / incarnée par l'entrepreneur. Dans le cas où l'entrepreneur prend connaissance d'une inspection axée sur AD ou modification qui n'a pas été pris en compte dans le document de la TA workscope planification, l'entrepreneur doit informer l'assistance technique immédiatement. - Confirmez votre compréhension et d'engagement.			

8	CT142, moteurs PW120A seront expédiés à l'installation de l'entrepreneur dans un état conservé et doit être re-stored/re-preserved dans leurs récipients sous pression en acier d'expédition, en conformité avec C-14-106-000/MN-000, après l'achèvement de réparation ou de révision à l'usine de l'entrepreneur et avant l'expédition. - Confirmez votre compréhension et d'engagement.			
9	Toute pièce de rechange (s) installé sur CT142, moteurs PW120A doit être obtenue auprès d'un fournisseur approuvé et être accompagnée d'un certificat de conformité ou (CoC) acceptable pour la TA. - Confirmez votre compréhension et d'engagement.			
10	L'entrepreneur doit s'assurer que le personnel impliqués dans la R & O de moteurs, composants de moteurs et du matériel connexe ont la formation nécessaire, les qualifications et l'expérience pour répondre aux exigences. - Confirmez votre compréhension et d'engagement.			
11	L'entrepreneur doit être certifié ISO 9001-2008 ou, avoir un système de qualité équivalente gestion jugée acceptable à l'assurance de la qualité Directeur. Les installations doivent être mises à disposition pour l'inspection de pré-acceptation si elle n'est pas certifiée ISO. - Confirmez votre compréhension et d'engagement.			

ANNEXE G FORMULAIRE DE RAPPORT D'USAGE DE L'OFFRE À COMMANDES

À titre d'exigence de la présente offre à commandes, un rapport d'utilisation doit être présenté chaque trimestre. **L'entrepreneur comprend qu'il doit mettre en œuvre un système de suivi des commandes subséquentes à la présente offre à commandes afin de produire des rapports d'utilisation et veiller à ne pas dépasser les limites financières. Le défaut de respecter cette exigence peut entraîner la mise de côté de l'offre à commandes.**

Calendrier des rapports d'utilisation trimestriels:

Période:	Le rapport doit être rendu au plus tard le:
du 1 ^{er} avril au 30 juin	15 juillet
du 1 ^{er} juillet au 30 septembre	15 octobre
du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	15 janvier
du 1 ^{er} janvier au 31 mars	15 avril

Chaque rapport d'utilisation est composé de ce qui suit:

a) Commandes subséquentes traitées:

L'offrant accepte de fournir les renseignements concernant les commandes subséquentes traitées selon le format ci-dessous:

Nom du fournisseur:		Nom/numéro de la personne-ressource:	
Numéro de l'offre à commandes:		Période visée:	

Ministère	Numéro de commande subséquente	Valeur monétaire (TPS incluse)
(A) Valeur monétaire totale des commandes subséquentes de la période visée par le rapport:		
(B) Totaux de l'ensemble des commandes subséquentes à ce jour:		
(A+B) Total de l'ensemble des commandes subséquentes:		

RAPPORT NÉANT: Nous n'avons pas fait affaire avec le gouvernement fédéral pendant la période du[]

Envoyez le rapport par courriel à tammy.kozak@pwgsc.gc.ca ou par télécopieur au 204-983-7796